

# MATCH DOCUMENT

C'est une enquête menée par Interpol et les polices de treize pays, à la recherche de 4,5 milliards de dollars (l'équivalent du PNB de la Sierra Leone), détournés du fonds de développement malaisien 1MDB. Un scandale où se croisent candidats à la Maison-Blanche, stars de Hollywood, traders de Wall Street, l'Arabie saoudite et Abu Dhabi. A l'origine de ces fructueuses manipulations : **Najib Razak**, Premier ministre malaisien, **Khadem Al-Qubaisi**, homme d'affaires d'Abu Dhabi, et **Jho Low**, un businessman jet-setteur. Chacun est poursuivi, mais une partie de l'argent demeure introuvable.



Les principaux instigateurs du casse : Najib Razak (en haut), Khadem Al-Qubaisi et Jho Low.



## FINANCE, POLITIQUE ET JET-SET L'ESCROQUERIE DU SIÈCLE

Par **Jacques Duplessy** et **Lionel Lévy** →

**D**e la Maison-Blanche à Wall Street et Hollywood en passant par le royaume d'Arabie saoudite et la pétromonarchie d'Abu Dhabi, nombre de grands de ce monde ont été éclaboussés par cette affaire hors normes où au moins 4,5 milliards de dollars ont été détournés. Une affaire qui mobilise encore les justices de treize pays dont la France.

Conçu à l'origine pour développer l'économie de la Malaisie, et financé notamment par les placements des petits épargnants malaisiens, le fonds 1MDB (pour 1 Malaysia Development Berhad) a en réalité alimenté les comptes bancaires de Najib Razak, le Premier ministre malaisien, Khadem Al-Qubaisi, un homme d'affaires d'Abu Dhabi, et Jho Low, un businessman jet-setteur touché par la folie des grandeurs. L'argent du magot qu'ils ont volé a notamment bénéficié ensuite à une kyrielle de stars et de puissants. Leonardo DiCaprio, Robert De Niro ou encore le mannequin Miranda Kerr ont été épinglés dans le showbiz, des gros poissons de Wall Street côté finance, comme Goldman Sachs, tandis qu'au rayon politique, l'argent de 1MDB est soupçonné d'avoir financé les campagnes électorales des deux derniers présidents américains, Barack Obama et Donald Trump.

Ce casse du siècle se prépare fin août 2009 à l'abri des regards, sur l'« Alfa Nero », un mégayacht de 82 mètres croisant au large de Monaco. Le Premier ministre malaisien Najib Razak et son ami l'homme d'affaires Jho Low ont rendez-vous avec des Saoudiens, dont le prince Turki, fils du roi Abdallah, et Tarek Obeid, patron de la société PetroSaudi, se présentant comme « conseiller privé de la Couronne saoudienne ». Objectif affiché de la rencontre : créer un joint-venture entre le fonds souverain malaisien et l'Arabie saoudite. Mais, en réalité, il s'agit surtout pour les membres de la fine équipe de se remplir les poches. En deux ans, sous couvert d'investissements bidon dans des champs pétroliers et gaziers imaginaires, ils siphonnent 1,5 milliard de dollars.

Quand les médias commencent à s'interroger sur d'éventuelles malversations autour du partenariat entre 1MDB et PetroSaudi, les Saoudiens se retirent. Mais les dirigeants du fonds malaisien ne renoncent pas à poursuivre l'escroquerie. Ils trouvent un nouveau partenaire. Il s'agit d'Ipic, l'un des plus gros fonds souverains de la planète (65 milliards d'actifs en 2012). Il a été créé par la monarchie d'Abu Dhabi pour investir l'argent de la rente pétrolière du pays. A la tête de cette machine de guerre économique, Khadem Al-Qubaisi, KAQ pour les intimes. Cet homme d'affaires proche du cheikh Mansour, vice-Premier ministre des Emirats arabes unis, est alors au firmament. La presse arabe

en fait son businessman de l'année et le magazine « Gulf Business » le classe quatorzième personnalité du monde arabe. Entre 2012 et 2013, KAQ et Jho Low détournent plus de 3 milliards de dollars des caisses de 1MDB. Leur méthode est toute simple : ils virent l'argent dans des paradis fiscaux sur des comptes de sociétés dont ils sont les bénéficiaires. Les deux hommes achètent sans compter : casinos, yachts, résidences de luxe dans le monde



L'argent volé a profité à de nombreuses stars du show-biz. De g. à dr. : Miranda Kerr, Leonardo DiCaprio, Paris Hilton (tous deux photographiés avec Jho Low) et Kim Kardashian.

entier et peintures d'exception, des Monet, Van Gogh, Warhol, Basquiat... L'argent volé finance même, à hauteur de 100 millions de dollars, « Le loup de Wall Street », un film produit par la société Red Granite Pictures qui appartient au beau-fils de Najib Razak. La réalité dépasse la fiction. En 2014, entre détournements et mauvais placements, 1MDB affiche au total un trou de 10,5 milliards de dollars.

Princes des voleurs, Khadem Al-Qubaisi et Jho Low sont aussi des princes de la nuit menant grand train. Le premier possède deux des plus grands night-clubs de Las Vegas, l'Omnia et le Hakkasan, qu'il met à disposition de Leonardo DiCaprio pour fêter ses 40 ans en 2014. Les convives et les murs de la boîte de nuit s'en souviennent encore : ils ont été arrosés avec des bouteilles de champagne de la marque française As de pique à 50 000 dollars l'unité ; il y en aurait eu au moins pour 1 million de dollars...

Mais au concours des flambeurs, c'est Jho Low qui remporte la palme. Ce Gatsby asiatique, la classe en moins, collectionne les amitiés dans le showbiz comme les excès. Pour ses 32 ans en 2013, l'homme d'affaires jet-setteur s'est fait construire à Las Vegas un cirque miniature animé par des nains en costumes entourant des invités stars, tels Leonardo DiCaprio, Robert De Niro, Kim Kardashian, Jamie Foxx, Kanye West, Bradley Cooper, Benicio del Toro, Tobey Maguire ou encore le nageur de tous les records Michael Phelps. Une grande roue et un salon de casino ont aussi été installés. Plusieurs millions de dollars sont engloutis dans la soirée, avec, comme clou du spectacle, Britney Spears surgissant du gâteau d'anniversaire... Ces stars planétaires, Jho Low a l'habitude de les couvrir de cadeaux. Kim Kardashian reçoit une Ferrari de 325 000 dollars, Paris Hilton 250 000 dollars en jetons de casino lors d'une soirée à Las Vegas. La top model australienne Miranda Kerr s'est vu offrir un magnifique piano à queue transparent en acrylique d'une valeur de 1 million de dollars et des bijoux pour 8 millions, dont un collier en diamants de 11 carats en forme de cœur avec boucles d'oreilles assorties. Leonardo DiCaprio a aussi été bien loti. Low lui a offert notamment l'Oscar de Marlon Brando de 1955, un Basquiat, une sculpture de Roy Lichtenstein et un Picasso. Kerr et DiCaprio ont, depuis, retourné leurs cadeaux encombrants. Robert De Niro aussi est prêt à le faire.

L'acteur des « Affranchis » est un autre familier de Jho Low. Son institut Tribeca Film, une organisation caritative en faveur du cinéma indépendant, a bénéficié des largesses du milliardaire malaisien. Le fils de Robert De Niro Raphael a aussi vendu entre 2010 et 2011 pour 55 millions de dollars de propriétés de luxe à New York à Jho Low, qui aurait payé avec des fonds volés à 1MDB. Les biens ont été, depuis, saisis par la justice américaine. De même que des propriétés à Beverly Hills, Los Angeles, Manhattan, un jet privé, un yacht, ainsi que les redevances du

film « Le loup de Wall Street » et des toiles de maîtres... Plus de 1 milliard de dollars ont ainsi été récupérés.

Deux présidents américains sont aussi éclaboussés par le scandale. Le Département américain de la Justice a ouvert une enquête sur un soupçon de financement occulte de la campagne électorale victorieuse d'Obama de 2012 via l'argent de 1MDB. Entre juin et novembre 2012, Low a transféré 21,6 millions de dollars à l'un des membres fondateurs du groupe hip-hop les Fugees, « dans le but de canaliser des sommes importantes vers l'élection présidentielle américaine afin d'avoir accès au candidat et à son administration et d'exercer une influence potentielle sur eux », dit l'acte d'accusation. Les deux hommes sont, entre autres, poursuivis pour « complot » (sept députés démocrates auraient été approchés). Selon l'enquête, Obama n'aurait rien su de cette opération illégale. Si les candidats peuvent être financés par des fonds privés, la loi sur les campagnes électorales américaines interdit d'accepter ou de demander à un ressortissant étranger d'intervenir dans une campagne via une « contribution, un don ou une chose de valeur ».

Concernant Trump, sa relation avec Razak est une vieille histoire. Les deux hommes se rencontrent sur les greens de golf, quand le président américain est encore homme d'affaires. Le Premier ministre malaisien le considère, depuis, comme l'un de ses « copains ». En retour, Donald Trump le désigne comme son « Premier ministre préféré au monde ». Razak, l'un des premiers représentants étrangers à avoir été appelé par Trump juste après son élection, a d'ailleurs été invité à la Maison-Blanche, en septembre 2017, en plein scandale 1MDB et alors même que le FBI et le ministère américain de la Justice avaient ouvert une enquête sur la « plus grande affaire kleptocratique » de l'histoire américaine, selon Loretta Lynch, la procureure générale des Etats-Unis. Aujourd'hui, la justice américaine soupçonne Jho Low d'être derrière un don de 100 000 dollars attribué au Victory Pac de Trump qui récolte des fonds pour sa campagne de réélection. Jho Low aurait notamment des liens avec Elliott Broidy, vice-président des finances des comités de campagne et d'inauguration de Donald Trump.



Pour Loretta Lynch, procureure générale des Etats-Unis, c'est « la plus grande affaire kleptocratique » de l'histoire américaine.

Le scandale 1MDB est également un tremblement de terre dans le monde de la haute finance. Le casse n'aurait jamais pu se réaliser sans la complicité de certaines banques. Plusieurs établissements ont été poursuivis pour blanchiment d'argent : Falcon Private Bank, UBS, Edmond de Rothschild ; la BSI (Banca Svizzera Italiana), une vénérable banque suisse fondée en 1873, a carrément été fermée par la justice helvétique. Sans compter l'un des grands noms de Wall Street, Goldman Sachs, qui a collecté 6,5 milliards de dollars en organisant l'émission d'obligations bidon pour le compte de 1MDB. La banque américaine est soupçonnée d'avoir couvert les agissements illégaux du fonds en empochant au passage 600 millions de dollars en frais de courtage. Dix-sept anciens et actuels dirigeants de l'établissement font l'objet d'accusations criminelles en Malaisie en raison de leur implication présumée dans le scandale, et le patron de Goldman Sachs a été radié à vie de toute activité boursière.

Toutes ces révélations n'auraient pas été possibles si certains protagonistes n'avaient pas décidé de parler ou de lancer l'alerte. Plusieurs l'ont payé au prix fort. Le premier à avoir voulu dénoncer le scandale est une figure de la finance malaisienne, Hussain Najadi. Le banquier n'en aura pas le temps : son corps criblé de balles sera retrouvé sur un parking de Kuala Lumpur le 29 juillet 2013. Xavier Justo aura plus de chance. C'est cet ancien cadre suisse de PetroSaudi, la société qui a réalisé le premier joint-venture avec 1MDB, qui révèle à la presse les premières entournelures. En octobre 2014, il transmet 90 gigaoctets d'informations sensibles, dont 227 000 e-mails racontant par le menu les malversations, à une journaliste britannique, Clare Rewcastle Brown. Le Premier ministre malaisien Razak fait arrêter Justo alors qu'il passait des vacances en Thaïlande. Les forces spéciales, mitrailleuses à la main, viennent le cueillir à l'aube et le jettent en prison. « Mon procès a duré cinq minutes et j'ai pris trois ans », raconte-t-il. Il sera finalement gracié après plusieurs mois d'emprisonnement par le nouveau roi de Thaïlande, fin décembre 2016. La journaliste a, elle aussi, été inquiétée. « J'ai été suivie et menacée de mort à la suite de mes premières révélations », raconte la fondatrice du site Internet d'information Sarawak Report. En septembre 2015, c'est au tour du vice-procureur malaisien Kevin Anthony Morais d'être assassiné après avoir annoncé qu'il voulait rouvrir (Suite page 96)

## TABLEAUX DE MAÎTRES, VOITURES ET DIAMANTS, HOLLYWOOD EST COPIEUSEMENT ARROSÉ DE CADEAUX



l'enquête visant le Premier ministre Razak. Son corps sera retrouvé noyé dans un baril rempli de ciment.

La France n'est pas à l'écart de cette affaire planétaire. Dans ce sulfureux dossier apparaît Bernard Squarcini. L'ancien patron de la sécurité intérieure française sous Sarkozy s'est recyclé dans le renseignement privé. Le « Squalo », comme on le surnomme, est en relation avec Khadem Al-Qubaisi. Selon des courriels en notre possession, l'Émirati soupçonne son secrétaire particulier, un Algérien, de vouloir révéler de nouveaux éléments du dossier 1MDB. Il demande au Squalo de le surveiller. Peu après, en juin 2015, l'assistant raconte avoir été victime d'une tentative d'enlèvement à Paris. S'il ne nie pas les contacts avec KAQ, Bernard Squarcini se défend : « Je n'ai pas donné suite et n'ai rien à voir là-dedans. » Pourtant, il a bien suivi le dossier. Le secrétaire particulier s'est ensuite réfugié en Algérie. Et dans un courriel que nous avons pu consulter, le Squalo raconte : « Il [l'ex-employé de KAQ, NDLR] est surveillé par les SR [services de renseignement, NDLR] algériens et interdit de sortie du territoire, chose qu'il ignore. »

La justice française avance. Le parquet national financier (PNF) a ouvert une information judiciaire au printemps 2017. Car Khadem Al-Qubaisi, le milliardaire flambeur d'Abu Dhabi, a aussi fait de belles emplettes en France entre 2009 et 2015, avec possiblement l'argent détourné de 1MDB. Sept villas ou appartements à Saint-Tropez, un complexe de 23 logements et commerces sur la Croisette à Cannes, deux maisons de luxe à Ramatuelle, quatre biens à Paris, dont le plus important comporte 2 immeubles avenue d'Iéna, ont été répertoriés ; 130 à 150 millions d'euros ont été saisis, selon le PNF. Le Parquet s'intéresse aussi aux biens en France de l'ex-Premier ministre Razak, à la suite d'une demande d'entraide judiciaire de la Malaisie.

Que sont devenus les protagonistes de ce casse du siècle ? Arrêté par la police malaisienne, l'ancien homme fort de Kuala Lumpur, Najib Razak, fait l'objet de 42 accusations de corruption et de blanchiment d'argent. Son procès se déroule en ce moment, il encourt plus de cent ans de prison ! L'avenir de Khadem Al-Qubaisi risque également de s'écrire à l'ombre : l'homme d'affaires d'Abu Dhabi vient d'écopier de quinze ans d'emprisonnement dans son pays.

## JHO LOW PAIE 1 MILLIARD DE DOLLARS À LA JUSTICE AMÉRICAINNE POUR UN ARRÊT DE CERTAINES POURSUITES



Des lanceurs d'alerte ont été arrêtés et enfermés, comme Xavier Justo (ci-contre), ou supprimés, tel le banquier Hussain Najadi, assassiné en juillet 2013 (ci-dessous).



Quant à Jho Low, le présumé cerveau de l'opération, il se cacherait en Chine. Il vient de conclure un arrangement avec la justice américaine : un chèque de 1 milliard de dollars contre l'arrêt des poursuites pour le seul volet confiscation. Un accord qualifié de « satisfaisant » dans un communiqué de Jho Low, qui n'y voit « aucune reconnaissance de culpabilité » (sic). Il faut dire, à en croire « The Wall Street Journal », que l'homme s'était donné les moyens de ses ambitions. En mars dernier, le média américain révélait qu'Elliott Broidy, vice-président des finances des comités de campagne et d'inauguration de Donald Trump, et sa femme, l'avocate Robin Rosenzweig, avaient noué un projet d'accord avec Jho Low. Il prévoit un acompte de 8 millions de dollars puis de 50 millions au cabinet d'avocats pour faire échouer, en un an, l'enquête de la justice américaine sur le scandale 1MDB. Ce chiffre monte à 75 millions de dollars si le cabinet y arrive dans les 180 jours. Cela ne signifie pas pour autant la fin des ennuis américains pour le magnat malaisien.

Le Department of Justice précise : « Low fait face séparément à des accusations pénales dans le district Est de New York et le district de Columbia. Cet accord, qui résout les actions de confiscation d'actifs, ne le libère pas des accusations criminelles déposées ou potentielles. » Les enquêtes se poursuivent, notamment sur les éventuels financements illicites de campagnes électorales américaines. Un sujet brûlant, à quelques mois de la nouvelle présidentielle américaine. Et les polices malaisienne, singapourienne et helvétique sont également à ses trousses.

Dans cette escroquerie hors normes, le grand perdant reste le peuple malaisien. De nombreux projets nécessaires au développement du pays ne voient pas le jour. La faute, entre autres, à un déficit de 10,5 milliards de dollars évaporés du fonds d'investissement, que l'État doit rembourser. ■

Jacques Duplessy et Lionel Lévy

Najib Razak, l'ancien Premier ministre malaisien, encourt plus de cent ans de prison pour 42 chefs d'inculpation.

